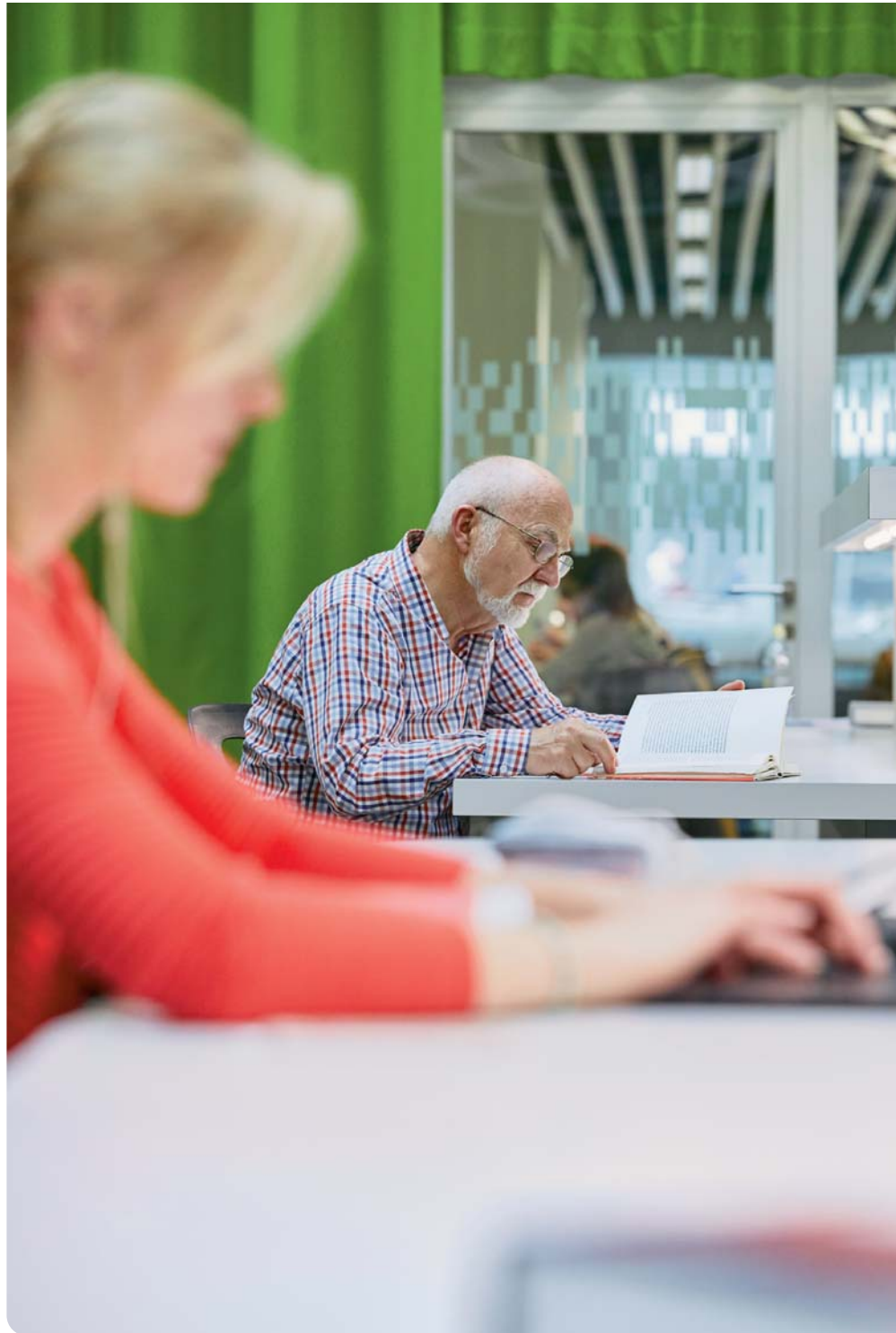


# Les retraites divisent à droite

Le vote décisif sur le financement de la retraite aura lieu le 24 septembre. Partisans et opposants s'expriment dans ce numéro de *l'Echo Magazine*. De quoi constater que les non de gauche ne sont pas les non de droite. Et que la bataille est rude.



Ci-contre  
**Comment assurer les retraites?**  
 Les Suisses ont dit non aux treize réformes qui leur ont été proposées ces vingt dernières années.

A droite  
 «Cette réforme fera le bonheur des banques et des assureurs», assure le syndicaliste de la gauche radicale Alessandro Pelizzari.

Keystone-a

«Il n'y a pas d'alternative»: cette phrase, le conseiller national PDC Yannick Buttet l'a répétée au moins cinq fois lors de sa rencontre avec *l'Echo Magazine*. Assis dans un café de Martigny, le président de la

commune de Collombey-Muraz ne mâche pas ses mots en parlant de ceux qui risquent de faire capoter la réforme de l'AVS.

«Dire qu'il y a assez d'argent en Suisse et qu'il suffit d'y piocher pour ré-

soudre le problème du financement des retraites est un discours populiste tenu par une minorité d'extrémistes de gauche. Ces personnes n'ont pas l'air de se rendre compte de la menace qui pèse sur notre système de re-

# et à gauche

traites. Si le non l'emporte, c'est la droite dure qui reprendra la main. Et alors le problème ne sera pas de savoir si les femmes doivent travailler une année de plus (*ndlr*: actuellement, l'âge de la retraite est fixé à 64 ans pour les femmes et à 65 ans pour les hommes): ce sera 67 ans pour tout le monde!»

Après le oui plutôt enthousiaste de Ruth Dreifuss à la refonte de l'AVS (lire notre interview dans *EM* 34), le oui de Yannick Buttet a de quoi faire revenir sur terre ceux qui seraient tentés de voir dans le «paquet Berset» une solution miracle aux problèmes de financement des retraites en Suisse.

## POUR LES FEMMES

Comme l'ancienne conseillère fédérale socialiste, le député valaisan – qui est aussi vice-président du PDC suisse – insiste sur les avancées de la réforme Prévoyance vieillesse 2020 (PV 2020): augmentation des rentes AVS de 70 francs par mois, meilleures conditions pour les couples mariés, possibilité de cotiser au 2<sup>e</sup> pilier même pour les petits salaires et les temps partiels – ce qui arrange de nombreuses femmes –, retraite «à la carte» entre 62 et 70 ans, etc.

Le politicien reconnaît les sacrifices que cela va réclamer (notamment de la part des femmes) ainsi que les limites d'une réforme issue d'un «esprit de consensus typiquement suisse».

«Elle n'est pas parfaite, c'est vrai. Il s'agit d'un compromis qui a demandé des années de dialogue (*ndlr*: le projet a été accepté par le Parlement à une voix près). Mais les faits sont là: l'espérance de vie a fortement augmenté, l'arrivée à la retraite des baby-boomers fait exploser le nombre de

retraités et la chute des taux d'intérêt sur les marchés financiers ne permet plus aux caisses de pension d'alimenter correctement le 2<sup>e</sup> pilier.»

## PAS DE REMÈDE MIRACLE

Pas de remède miracle, donc. «Tout le monde va devoir se serrer la ceinture.

Avec moins d'actifs que de travailleurs, il n'y pas d'autre choix.»

Et le statu quo? «Impossible, car cela reviendrait à creuser le déficit: si rien n'est entrepris, il sera de 7 milliards en 2030.

Quant à l'alternative envisagée par l'UDC et le PLR (voir encadré page 13), elle serait bien plus douloureuse. Soyons clairs: il n'y a pas l'ombre d'une chance pour qu'une réforme plus généreuse pour les aînés passe au Parlement. Avec cette loi, qui est un premier pas dans la bonne direction, on maintient des rentes dé-

**«Tout le monde va devoir se serrer la ceinture. Avec moins d'actifs que de travailleurs, il n'y pas d'autre choix.»**



© Jeremy Spierer

## On vote deux fois

Le 24 septembre, le peuple votera sur trois objets fédéraux. En plus d'une proposition de loi sur la sécurité alimentaire sur laquelle l'*Echo* reviendra, deux objets concernant les retraites sont en lice. Les Suisses devront dire oui ou non à l'augmentation de la TVA, un des moyens proposés pour financer l'AVS. Mais ils devront également indiquer s'ils acceptent la réforme de l'AVS. Seuls deux oui (avec une double majorité du peuple et des cantons pour l'augmentation de la TVA) permettront au projet de passer la rampe.

Nommé «NON à la hausse de l'âge de la retraite – NON à la baisse des rentes!», le comité à l'origine du référendum contre la

loi Berset rassemble (notamment) l'Union syndicale vaudoise, les sections syndicales du SSP Vaud et Genève, la communauté genevoise d'action syndicale et le groupe de gauche radicale SolidaritéS. Sans ce référendum, les Suisses n'auraient eu à se prononcer que sur l'augmentation de la TVA. «Nous aurions pu nous contenter d'attaquer cette taxe antisociale qui touche les revenus modestes plus fortement que les autres, explique Alessandro Pelizzari, mais nous voulions un débat de fond sur les retraites. Le non de gauche à la réforme pèse, les 70'000 signatures récoltées cet été (*ndlr*: dont les trois quarts en Suisse romande) sont là pour le prouver.» ■ CeR



Keystone-a

Le PDC valaisan Yannick Buttet soutient Prévoyance vieillesse 2020 avec les socialistes. Le PLR et l'UDC sont contre.

centes jusqu'en 2030. L'argent ne tombe pas du ciel. Si on ne consolide pas l'AVS maintenant, le risque existe qu'on ne touche plus rien dans quelques années.»

Un discours alarmiste qui rejoint celui d'Alain Berset. Grand architecte de la réforme, le socialiste lançait le 7 août dans une interview au *Bund* et au *Tages-Anzeiger* cet avertissement aux moins de 45 ans: «PV 2020 est un progrès pour vous. Si vous votez non, vous ne pouvez plus être sûrs que vous toucherez encore une rente AVS».

#### PAS D'URGENCE?

A l'origine du référendum contre la réforme de l'AVS (voir encadré page 11), la gauche de la gauche voit les choses autrement. «Contrairement à ce que l'on entend un peu partout, l'AVS n'est pas dans une situation désespérée. Elle n'est en danger ni à court ni à moyen terme, affirme le syndicaliste genevois Alessandro Pelizzari. Le Conseil fédéral fait des projections catastrophistes depuis longtemps. En 1997, il annonçait quinze milliards de déficit pour 2010 alors que, cette année-là, les comptes de l'AVS avaient bouclé avec deux milliards d'excédent.»

Le défenseur des travailleurs pour-

suit: «Les menaces et le chantage, ça ne marche pas. La preuve: aucune réforme n'est passée depuis vingt ans. En 2004, 68% des Suisses ont refusé la hausse de l'âge de la retraite des femmes. Six ans après, la proposition de réduire les rentes du 2<sup>e</sup> pilier a été balayée. J'ai du mal à croire que le peuple va accepter ces deux mesures le 24 septembre».

Et les compensations offertes par la réforme? «Les 70 francs et les autres améliorations ne justifient pas que l'on accepte l'allongement de la durée du travail et la baisse des rentes du 2<sup>e</sup> pilier. Le temps partiel, l'inégalité dans le partage des tâches familiales et surtout au niveau salarial désavantagent déjà les femmes: leur rente du 2<sup>e</sup> pilier est actuellement inférieure de 63% à celle des hommes!»

#### COTISER PLUS, GAGNER MOINS

Dans ces conditions, impossible, selon Alessandro Pelizzari, de demander aux femmes de travailler une année de plus. «Ajoutez à cela le fait que les moins de 45 ans devront cotiser plus et plus longtemps pour gagner moins et vous comprendrez pourquoi nous refusons la réforme.»

Et que propose la gauche dite alternative? «Dans l'immédiat, le statu quo: il nous laisse le temps de trouver d'autres solutions. Le premier pilier est un système stable même s'il nécessite des ajustements. Pour nous, la vraie crise touche les caisses de pension. Arrimé aux marchés financiers, le 2<sup>e</sup> pilier profite aux acteurs privés, aux assurances et aux actionnaires

## Qui pour, qui contre?

Conseil fédéral, Parlement, Parti socialiste, PBD, Verts et Verts'libéraux, UNIA et SSP (deux poids lourds du monde syndical suisse), milieux économiques romands: tous sont favorables à la réforme défendue par le ministre socialiste Alain Berset. Qui est aussi soutenu par l'ex-conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf.

Dans l'opposition, on trouve l'UDC, le PLR et le patronat alémanique, pour qui le paquet Berset est trop coûteux. Mais également la gauche dite radicale (et le PS genevois), qui préfère le statu quo à une «régression». L'augmentation de l'âge de la retraite pour les femmes a amené certaines organisations féministes à se rallier au camp du non. Léonore Porchet, présidente sortante des Verts lausannois, et Gret Haller, conseillère nationale de 1987 à 1994, considérée comme faisant partie de l'aile droite du PS, ont signé avec d'autres personnalités un «appel féministe contre PV 2020». Mais de nombreuses organisations de défense des femmes soutiennent la réforme au nom de l'égalité hommes-femmes et en raison des améliorations induites pour les Suissesses par PV 2020.

CeR

tandis que les travailleurs, eux, ne bénéficient pas d'un taux d'intérêt suffisamment intéressant pour garantir leur retraite.»

### SYNDICATS DIVISÉS

Reste que les syndicats ont aussi échoué dans leurs tentatives de renforcer l'AVS. L'an dernier à la même époque, 60% des citoyens refusaient de cotiser davantage pour augmenter les rentes de 10% (initiative AVSplus).

Aujourd'hui, les divisions dans le camp des défenseurs des travailleurs sont profondes. Alessandro Pelizzari, secrétaire syndical à Unia Genève depuis dix ans, s'exprime non pas en tant que membre de ce syndicat, mais comme représentant du comité référendaire. A une courte majorité (55 voix contre 47), le plus grand syndicat de Suisse a en effet décidé de se ranger au côté des socialistes et des démocrates-chrétiens pour défendre la réforme. Idem pour le Syndicat suisse des services publics (SSP), 22 voix contre 19. «J'ai été surpris et déçu par les divisions de la gauche, explique un Valaisan ayant participé à la récolte des signatures pour le référendum. Cela d'autant plus que, quoi qu'il arrive le 24 septembre, nous devons lutter tous ensemble pour l'avenir des retraites.»

### LE PS JOUE GROS

A en croire ce militant et d'autres, les débats dans les centrales syndicales ont été très animés. La presse a relevé l'importance que revêt cette votation pour le Parti socialiste et son représentant au Conseil fédéral. De quoi, peut-être, expliquer les tensions entre le PS et une partie du mouvement syndical suisse.

Le compromis obtenu au Parlement est-il bon? Meilleur que le plan B de la droite? Est-ce parce que la réforme de l'AVS a échoué treize fois en vingt ans qu'il faut l'accepter? Les citoyens trancheront. Une chose est sûre: la question des retraites reviendra sur la table. Et elle n'a pas fini de diviser la classe politique. ■

Cédric Reichenbach

## «Ce n'est qu'une pseudo-réforme!»

Opportuniste? L'avocat d'affaire genevois Christian Lüscher utilise les arguments de la gauche radicale pour fusiller la réforme de l'AVS.



Keystone-a

Ça n'est pas tous les jours que l'on entend Christian Lüscher s'insurger contre le traitement de faveur accordé aux personnes les plus privilégiées. Dans l'émission *Infrarouge* du 30 août, le conseiller national et vice-président du Parti libéral-radical a pourtant pointé un doigt accusateur vers le conseiller fédéral Alain Berset et la conseillère aux Etats jurassienne Anne Seydoux-Christe (PDC): «Votre pseudo-réforme crée des classes de citoyens. La plus favorisée est autour de cette table: c'est Monsieur Berset, c'est moi... Nous, nous gagnons sur tous les tableaux. Nous aurons les 70 francs de plus par mois et nos rentes du 2<sup>e</sup> pilier ne diminueront pas. Tout cela sur le dos des jeunes, des femmes et des rentiers!».

### «TRAHIR LES JEUNES» ET «PUNIR LES RETRAITÉS»

L'avocat genevois plaide-t-il pour une meilleure redistribution des richesses? Pas vraiment. Démocrates-chrétiens et socialistes le soupçonnent plutôt de vouloir augmenter l'âge de la retraite à 67 ans pour tout le monde. Une chose est sûre: pour la droite dite dure, «prétendre assainir les finances du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> pilier en augmentant les dépenses et les prestations est un non-sens». PLR et UDC accusent les défenseurs de PV 2020 de «trahir les jeunes» et de «punir les retraités».

Le plan B? Augmentation de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans, relèvement la TVA et baisse du taux de conversion, soit les mesures proposées par le «paquet Berset», mais sans les 70 francs de bonus – d'autres mesures de compensation sont prévues dans le 2<sup>e</sup> pilier.

A droite, la question des retraites n'oppose pas seulement les démocrates-chrétiens aux libéraux-radicaux et à l'UDC. Elle divise une bonne partie du monde politique et économique, surtout en Suisse romande. Le 30 août, *L'Express* opposait les arguments du député PLR Raphaël Comte (favorable à la réforme) à ceux de l'élue UDC Raymond Clottu. Le même jour, sur le plateau d'Esther Mamarbachi, l'UDC fribourgeois et président de l'Union suisse des arts et métiers Jean-François Rime soutenait Christian Lüscher face à... Ivan Slatkine, président de la Fédération des entreprises romandes et ancien député PLR, venu défendre la réforme d'Alain Berset. ■

CeR